

Nathalie BAYON

Eugène Spuller. Itinéraire d'un républicain entre Gambetta et le ralliement 1835-1886

Thèse de doctorat d'histoire de l'Université de Bordeaux 3 sous la direction de M. le professeur Marc AGOSTINO devant un jury composé de M. le professeur Philippe CHASSAIGNE (Université de Tours), M. le professeur Bernard LACHAISE (Université de Bordeaux 3) M. le professeur Bernard LACROIX (Université de Paris X-Nanterre) M. le professeur Jean-Luc MAYAUD (Université de Lyon 2) et Mme le Directeur de recherches Odile RUDELLE (IEP-Paris).

Mention très honorable et félicitations du jury.

Résumé de thèse

Ce travail est une biographie politique d'Eugène Spuller (1835-1896), député de la Seine de 1876 à 1885, puis de la Côte-d'Or, ministre de l'instruction publique et des Cultes sous les gouvernements Rouvier et Casimir-Perier, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Tirard, sénateur de la Côte-d'Or et conseiller général.

Pour mener à bien cette étude nous avons eu recours à la méthode prosopographique, en nous appuyant sur les archives de presse, de la préfecture de police, des manuscrits de la BNF et du Caran mais aussi sur celles conservées au Vatican et à la mairie de Sombornon. Nous avons également mobilisé les apports de la science politique renouvelée par la démarche sociologique, méthode qui permettait de rompre avec la vision individualisante de la biographie et de mettre à jour au travers de la trajectoire de vie de Spuller, les réussites politiques particulières à partir des propriétés sociales qui l'unissent et l'opposent aux autres membres du groupe gambettiste et mettent à jour les ressorts de l'action - notamment par la division du travail politique - qui contribuent à la mise en forme de la politique opportuniste à laquelle Gambetta a attaché son nom.

Eugène Spuller, petit bourgeois de province, accède à des fonctions politiques à la faveur de la disqualification du personnel politique du Second Empire (après l'armistice de 1871) grâce à un travail de regroupement et à la construction collective d'un capital politique bâti à la fois dans les champs journalistique et politique.

Pour restituer cet itinéraire qui donne à voir la formation de Spuller comme le modèle de l'oblat en politique, nous avons étudié les conditions environnementales, familiales et sociales qui président à son accès aux idées républicaines. Fils cadet d'un immigré badois, Spuller est élevé à Sombornon par sa grand-mère et par le notaire Jean Pioget beau-père de son frère Auguste. Le village entier affiche un fort républicanisme comme l'attestent des manifestations suscitées par la visite du prince Président et Pioget comme Auguste Spuller, sont directement investis dans la lutte politique et sont même emprisonnés pour leur résistance au coup d'État du 2 décembre 1851.

Spuller grandit donc dans un environnement républicain, ce qui explique en partie son refus de prêter serment à l'Empire à l'issue de son cursus universitaire. Cette attitude qui lui ferme l'accès aux fonctions publiques le conduit à quitter sa province pour s'inscrire au barreau de Paris dans l'espoir de faire une carrière dans un espace moins soumis aux ressources patrimoniales.

Une fois installé dans la capitale, conscient de son manque de capitaux légitimes pour faire une brillante carrière d'avocat, il cherche dans les cafés où se réunissent les républicains, les réseaux nécessaires à une reconversion dans le journalisme, champ davantage à même d'intégrer des individus de sa condition et de leur offrir une possibilité, si ténue soit-elle, de parler de politique. C'est dans ces estaminets qu'il rencontre les membres de ce que l'historiographie retient sous le terme de groupe gambettiste et, en dépit de leurs différences sociales, qui s'agrègent dans une entreprise collective de conquête du pouvoir. Durant l'Empire, ces hommes font peu à peu leurs premiers pas communs dans la presse et en politique notamment grâce aux plaidoiries politiques et parviennent par un travail

collectif à faire élire Gambetta à Belleville en 1869. En mai 1870 l'Empire libéral est consolidé par le plébiscite et le groupe semble s'engager dans une lutte à long terme pour tenter de faire triompher légalement la République. Toutefois, la chute de l'Empire crée, à la faveur de la disqualification de tout un personnel politique, une configuration dans laquelle leurs positions sont valorisées par la présence de Gambetta dans le ministère de la Défense nationale. Le repli du gouvernement à Tours puis à Bordeaux dont Gambetta parvient à prendre la tête pour conduire la « défense à outrance », constitue leur première expérience politique et les impose comme interlocuteurs légitimes lorsque se clôt la douloureuse parenthèse de la Commune de Paris.

Sous l'Ordre moral, conscients de la fragilité de leur position et de la nécessité de transformer leur manière de structurer l'opposition maintenant que la République est légalement le régime de la France, ils optent pour un renforcement de la division du travail politique (entre la presse et l'Assemblée nationale déjà expérimenté sous l'Empire) et créent pour ce faire, leur propre organe de presse : *La République française*. Ce journal est construit comme une arme de combat dans le champ politique, où chaque rédacteur est considéré comme un futur député. Cette entreprise collective qui transforme chaque membre en fonctionnaire de parti déguisé, repose en grande partie sur Eugène Spuller sommé d'être à la hauteur du magistère militant de l'entreprise. Spuller est donc au service de *la République française* pour laquelle il écrit régulièrement et sans discontinuer tout au long de sa vie, mais cette dernière est aussi à son service dans le sens où il se sert de sa position de rédacteur en chef officieux pour consolider ses réseaux politiques et pour compenser son illégitimité sociale à briguer des mandats électoraux. C'est d'ailleurs grâce à cette position valorisante qu'il parvient à s'imposer comme candidat à la députation dans la Seine en 1876.

De la même manière qu'il instrumentalise ce journal, il participe à la création de la figure charismatique de Gambetta, figure qu'il sert et dont il se sert pour se construire en politique. Toutefois, une fois élu à la Chambre, il compense également son manque de capital social par une participation intense au travail parlementaire qui se modifie et se professionnalise dans cette période. Par le biais des commissions et de l'instrumentalisation de la tribune, il assure ses positions et garantit sa réélection tout en se créant une image de député dévoué et besogneux à un moment où la manière de faire de la politique, telle que l'entendent les députés légitimes à son exercice, ne peut complètement satisfaire la routinisation d'un régime démocratique. Grâce à son investissement dans le travail parlementaire Spuller participe à la réussite collective du groupe et au développement d'une vision opportuniste de la république, mais il met également en place les bases de son enracinement en politique.

D'ailleurs, lorsque survient la mort de Gambetta en 1882, malgré son image de second, de fidèle « Achate », débute pour lui une période au cours de laquelle il accède aux plus hautes responsabilités de l'État. Certes son travail politique explique pour partie ce maintien qui cependant ne saurait se comprendre en dehors de la façon dont il use de sa position d'héritier de Gambetta, de continuateur désigné de sa politique. Ainsi, la mort de Gambetta doit-elle se comprendre pour Spuller comme un gain important de légitimité. À la fois propulsé par son rôle auprès de Gambetta et soumis à une place de second, il doit s'employer à montrer que ces positions ne sont ni indues ni des positions de second rang. Il semble y parvenir car, pour ses contemporains, il est considéré à l'instar de Ferry, Gambetta etc. comme l'un des pères fondateurs de la République. L'oubli de Spuller impose donc une réflexion sur le processus de canonisation politique et sur la construction de la mémoire d'État.

Mais Spuller c'est aussi une œuvre politique, au sens de travail réalisé à la fois comme élu mais aussi dans les différents ministères qu'il occupe. Dépourvu des capitaux nécessaires à la direction du ministère des Affaires étrangères, il ne peut, malgré un réel investissement dans ce domaine, véritablement orienter la politique de la France dans un rapprochement avec la Russie comme il le souhaite car il se trouve en butte à l'hostilité des opposants classiques et à la raillerie des tenants de la diplomatie française alors principalement recrutés dans la haute bourgeoisie. Néanmoins, il s'impose comme spécialiste dans un secteur en pleine mutation, l'instruction publique. Thème qui lui est cher, il érige son propre exemple en modèle de réussite par l'enseignement - créant ainsi de

la légitimité là où la majorité des hommes politiques y compris au sein des républicains le pense illégitime - et envisage l'école de la République comme génératrice d'une élite à qui incombe le devoir de présider aux orientations de la nation. Tout en prônant l'égalité des chances, il ne remet pas en cause le modèle d'ascension sociale légitime.

Profondément légaliste, Spuller est opposé à tout recours à la force dans le domaine politique, aussi peu à peu sous l'effet du développement des idées radicales qui progressent aux dépens de l'opportunisme, il accentue ses positions en faveur d'une république conservatrice et libérale sensée résoudre par sa seule existence tous les problèmes d'ordre social.

Représentant d'une politique de plus en plus disqualifiée par les aspirations d'un peuple massivement acquis à la république et qui attend désormais la résolution concrète des problèmes auxquels il est confronté, (misère, chômage etc.), notamment par le droit de grève et la constitution de syndicats, Spuller semble - comme Ferry d'ailleurs - considérer à partir du milieu des années 1880 que « le péril est à gauche ».

D'autre part, dans le même moment, il doit faire face aux nouvelles orientations de l'Église qui sous l'influence de Léon XIII tente de se couper des légitimistes dans une configuration politique où toute tentative de restauration est vouée à l'échec et où le ralliement à la république lui apparaît comme un moyen capable de lui restituer son influence sur les esprits notamment par le biais du catholicisme social. Ces deux orientations fondamentalement différentes mais qui flattent pareillement les aspirations « de mieux être » des classes populaires inquiètent Spuller qui craint une remise en cause de l'ordre social établi. Pour lui, la république par le droit de vote a muni chaque citoyen (instruit grâce à l'école) de la seule arme légitime pour revendiquer des changements ou des améliorations sociales. Ce décalage entre lui et l'électorat conduit progressivement à son éviction du champ politique comme en atteste notamment son échec à la députation dans la Seine aux élections de 1885. À la lumière de quoi, ses élections en Côte-d'Or (député et sénateur) même si elles montrent sa capacité à convertir son capital politique en capital régional, sont à lire en réalité davantage comme un refuge permettant d'éviter l'éviction du jeu politique que comme une consécration.

Toutefois, c'est en raison de sa fidélité et de son attachement à une définition opportuniste de la république qu'il est appelé par Casimir-Perier au ministère de l'Instruction publique et des Cultes à un moment où les relations avec le Vatican sont excessivement tendues et ce malgré la volonté clairement affichée du gouvernement de mener dans ce domaine une politique d'apaisement. Politique à laquelle il est favorable même s'il considère que son rôle principal est de faire appliquer la loi en toute circonstance même si cela rend difficile les négociations avec le Vatican, comme le montre l'exemple de la crise des fabriques ou encore le cas de l'Abbé Coullié de Lyon.

Cet engagement en faveur de l'apaisement dans la question religieuse, son refus et sa peur de considérer les questions sociales l'amènent à se prononcer en mars 1894 en faveur de « l'esprit nouveau ». Dès lors les polémiques se déchaînent émanant à la fois des républicains qui le qualifient désormais de clérical et des conservateurs qui rejettent sa politique de la main tendue. Désormais, Spuller prend conscience que sa carrière politique touche à sa fin et qu'il incarne des idées obsolètes auxquelles il refuse de renoncer même pour s'assurer une permanence professionnelle alors que la vente de *la République française* à Méline et l'autonomisation du champ journalistique qui tente de rompre avec la presse de parti rend impossible sa reconversion dans un journalisme transformé où son style long et didactique ne correspond plus à l'attente des rédactions. Pour compenser cette perte de revenus indispensables au maintien de son niveau de vie il procède à la réédition sous forme de recueils de ses articles à caractère biographique. Cette entreprise éditoriale qui se couple avec le renforcement de son travail d'historien lui assure des subsides mais surtout lui permet la mise en forme d'une certaine mémoire qui participe de la définition légitime de la république alors que les radicaux en contestent la définition opportuniste, lui autorise également une revalorisation de sa participation à la création du régime républicain et par là même contribue à la mise en forme de sa propre mémoire. En ce sens dans la fin de sa vie Spuller participe de la construction de la mémoire d'État de l'État.